La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

4 mai 2018 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib

Etats-Unis-Iran : derrière l'atome, le pétrole

Le 30 avril, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou apparaissait à la télévision pour affirmer que l'Iran travaille à fabriquer des armes atomiques malgré le traité signé en 2015. La diplomatie iranienne a immédiatement démenti et observé que les révélations israéliennes tombent fort à propos : le président Trump doit en effet dire d'ici le 12 mai s'il proroge on non le traité en question et, partant, s'il autorise les relations commerciales avec l'Iran.

Netanyahou tente de peser pour une rupture du traité. Nul ne sait, peut-être même pas lui, ce que va décider le président des États-Unis, si même il décide quelque chose puisqu'il se contente depuis des mois de différer sa réponse.

Les questions du nucléaire sont là pour vendre à l'opinion publique les variations et les difficultés de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran. Le problème est d'importance, les intérêts multiples et les pressions contradictoires, y compris sans doute aux sommets de l'État. L'Iran a été depuis 1945 le fidèle allié des États-Unis au Moyen-Orient, jusqu'à ce qu'une puissante révolution populaire chasse la dictature inféodée à l'impérialisme en 1979. Devant la poussée révolutionnaire, tous les tenants de l'ordre, à Téhéran comme à New York ou à Paris, se mirent d'accord pour favoriser une reprise en main par l'ayatollah Khomeini et ses mollahs. La révolution n'alla pas plus loin, une nouvelle dictature s'abattit sur l'Iran. C'était le résultat souhaité. Mais, depuis lors, l'impérialisme doit composer avec la théocratie iranienne.

L'Iran est en même temps un pays aux immenses ressources pétrolières et gazières, un marché intéressant pour les capitalistes du monde entier et un pays jugé stable où *« les ouvriers sont bien formés et coûtent moins cher qu'en Europe de l'Est »*, selon un patron français. Mais, surtout, la dictature des mollahs apparaît désormais comme un pôle de stabilité dans une région ravagée par les guerres civiles.

Sur cette base, Obama avait pesé dans le sens d'une réintégration de l'Iran dans le camp impérialiste, aboutissant à l'accord de 2015. L'Iran avait accepté le contrôle de ses installations nucléaires, garantissait ne pas chercher à fabriquer de bombes et promettait de faire régner la paix, éventuellement celle des cimetières, le long des gazoducs reliant le Golfe à l'Occident. Les États-Unis en échange devaient lever l'embargo sur le commerce et les investissements en Iran. La diplomatie française s'est alignée d'autant plus facilement que l'accord a permis à PSA de vendre à nouveau 500 000 véhicules en Iran l'an passé, à Total de signer quelques contrats, etc.

Mais les États-Unis ont d'autres alliés dans la région, d'autres prétendants au titre et aux avantages de gendarme. Israël et l'Arabie saoudite, pour des raisons différentes, sont tous deux décidés à empêcher l'Iran de revenir sur la scène. Obama avait tenté de ménager la chèvre et le chou. Trump, en revanche, avait assuré épouser complètement la cause de la droite israélienne. Pour l'instant, il laisse perdurer la politique de son prédécesseur : tenter de s'entendre avec l'Iran tout en soutenant indéfectiblement ses adversaires.

Si la situation diplomatique paraît inextricable, les relations commerciales sont d'une clarté limpide. Il n'existe de commerce à grande échelle avec l'Iran que tant et si les États-Unis le veulent bien. En effet, ils interdisent toujours de commercer en dollars avec ce pays, réduisant ainsi les échanges à leur convenance. De plus, l'impérialisme le plus puissant se donne le droit d'infliger des amendes aux capitalistes au petit pied qui auraient le front d'enfreindre ses consignes. Cela a coûté, par exemple, huit milliards de dollars à la BNP.

Derrière les déclarations de roman d'espionnage de Netanyahou, les courbettes diplomatiques de Macron ou les tweets orduriers de Trump, se cachent les intérêts des puissants et la volonté de l'impérialisme américain de perpétuer sa domination sur cette région du monde.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

La STIB nuit à la santé

La direction continue de mettre la pression sur les travailleurs qui s'absentent trop à son goût. Ils utilisent un score dit de « Bradford » qui pénalise les absences en fonction de leur durée et plus encore en fonction de leur fréquence. Après un entretien expéditif de quelques minutes, le travailleur signe pour réception un rapport qui l'accuse de nuire au fonctionnement de l'exploitation et donc de coûter à la société. Culpabiliser et menacer les travailleurs pour les forcer à travailler même quand ils ne vont pas bien, voilà la méthode de la direction pour faire quelques millions d'euros d'économie.

D'abord, les travailleurs ne coûtent pas, ce sont eux qui produisent toutes les richesses. Et ce ne sont pas les travailleurs absents qui nuisent au fonctionnement de l'exploitation, c'est le fonctionnement de l'exploitation qui nuit à la présence des travailleurs. Il faut supprimer les « hors roulement » et les services coupés, diminuer le nombre de trajets dans les planchettes, diminuer l'amplitude des services, etc.

Il faut aussi diminuer le temps de travail. La productivité du travail a pratiquement doublé depuis les années 70. Un travailleur produit aujourd'hui en moyenne deux fois plus de richesses. Il faut revendiquer la semaine des 32 heures (4 jours de travail au lieu de 5) avec maintien des salaires et embauche compensatoire !

Ne pas céder à l'intimidation !

Les régulateurs se permettent de proposer aux nouveaux chauffeurs ce qu'ils n'oseraient pas proposer aux anciens. Récemment, la régulation a proposé à un nouveau chauffeur de terminer son trajet avec un bus dont les portes à l'arrière ne fermaient plus. Le régulateur lui a même suggéré de demander aux passagers de se déplacer vers l'avant ! La régulation a aussi demandé à de nouveaux chauffeurs de déconnecter et de reconnecter la batterie pour relancer le moteur alors que le manuel des Instructions Relatives à l'Exploitation Bus interdit explicitement aux chauffeurs de manipuler les parties mécaniques ou électriques du bus.

Une grève ne suffit pas

L'assemblée générale de la CGSLB du mercredi 26 avril s'est prononcée pour le maintien du préavis de grève. Il n'y a en effet aucune raison de baisser la pression. Deux CCT sont en discussion, une sur les métiers lourds et l'autre sur les postes de reclassement pour les inaptes. Même sur ces deux sujets, la direction ne s'engage quasi à rien. Quant au reste, stagnation totale !

Le patron nous laisse aller au casse-pipe !

Depuis mi-avril, la presse s'est fait l'écho de jets de pierres sur des policiers depuis les toits de la cité du Peterbos à Anderlecht. Pas moins de 7 dossiers pour « tentative de meurtre » ont été ouvert par le parquet de Bruxelles. Alors, que faisaient les quelques contrôleurs de la STIB tout seuls à l'arrêt de bus 89 du Peterbos le dimanche 23 avril vers 20h30 ? Trois contrôleurs ont été blessés par un groupe de jeunes suite à une vérification des titres de transport.

Les contrôleurs se sont mis en arrêt de travail pour protester contre la violence subie par leurs collègues. Pour faire reprendre le travail, la direction a promis de demander au ministère de l'intérieur l'autorisation de l'usage du Pepper spray, elle a aussi promis l'augmentation du nombre de radios et l'anticipation de la formation de self-défense.

Mais tout ça ne diminuera pas la frustration sociale de la jeunesse des cités qui n'a pour avenir que le chômage, les petits trafics illicites ou les boulots précaires mal payés. En menant une politique d'engagement minimum, de fonctionnement en sous-effectif, de modération salariale et d'augmentation des tarifs, la direction de la STIB contribue à entretenir cette frustration sociale !

Des travailleuses, pas des faire-valoir !

Pour augmenter le personnel féminin et ainsi améliorer l'image de la société aux yeux de l'opinion publique, la direction de la STIB n'a rien prévu de mieux que d'offrir une prime de 500 euros bruts aux employés qui parviendraient à engager des femmes. Payer plus une majorité d'hommes pour améliorer la parité des genres dans le personnel, c'est bien une idée de mec ça ! Mais ce que les travailleuses demandent, ce sont des garderies, des horaires moins lourds, des sanitaires plus nombreux et mieux entretenus, des uniformes adaptés… Mais ça évidemment, cela coûte beaucoup plus cher !

Licenciement opportuniste

Le chauffeur de bus de Brel, Redouane Ahrouch, un des fondateurs du parti Islam, s'est fait licencié. La direction de la STIB fait mine de découvrir son idéologie réactionnaire et le licencie pour prétendre, avec les politiciens, qu'elle défend des « valeurs » opposées. Il doit être réintégré sans condition. Mais ses idées archaïques, qui divisent les travailleurs entre hommes et femmes, entre croyants et non croyants, et nous affaiblissent devant le patronat, nous devons les combattre pied à pied dans l'entreprise en mettant en avant l'intérêt général des salariés. Nous sommes une et une seule classe, la classe ouvrière !

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous par courrier à BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org ou par téléphone au 0489/806 120. Notre site Internet : www.lalutte.org
Éditeur responsable : M.E. Gerard, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP